



Déclaration intersyndicale au CSE d'EDF R&D du 15 octobre 2020 CGT, CFE-CGC, CFDT, FO, SUD et CFTC

Hercule, c'est toujours NON !

Le projet dévoilé par l'APE est encore pire :

Ni Bleu, Ni Vert, Ni Azur

Nous défendons une entreprise EDF, publique et intégrée !

Nous défendons la R&D d'EDF intégrée !

En 2019, les organisations syndicales dans l'unité ont appelé les agents d'EDF à manifester, lesquels ont montré leur opposition totale contre le projet de démantèlement-privatisation d'EDF. Mais nous le savions, le projet Hercule était loin d'être enterré par le gouvernement, qui poursuit avec ce projet la vente à la découpe de tous les biens publics (ENGIE, SNCF, les autoroutes, etc.), malgré le caractère indispensable et crucial des services publics à nouveau démontré pendant la crise sanitaire.

Ces derniers jours, nous apprenons que pendant le confinement – au moment précis où tous les personnels des IEG étaient mobilisés pour garantir à tous la production et la distribution de l'électricité – La Direction Générale de la Concurrence de la Commission Européenne et le Gouvernement français avaient travaillé au projet de découpe de l'entreprise.

Le document de synthèse de ces échanges, rédigé par l'APE en mai dernier, et disponible sur le site *Reporterre*, confirme et aggrave le projet Hercule, avec une proposition de holding financière « sans rôle opérationnel » dont l'objectif serait donc uniquement la remontée des dividendes des entités EDF Bleu, Vert et Azur (intégrant l'hydraulique).

Rien à voir avec un projet industriel : jamais il n'est question de service public ni des « besoins de la population », ni des 13 millions de personnes en situation de précarité énergétique, ni d'égalité de traitement des usagers, ni d'assurer production, transport et distribution de l'électricité pour tous, ni du personnel bien sûr, garant du Service Public...

Il serait question de créer une holding EDF SA dépouillée de toutes prérogatives industrielles et dont l'objectif serait d'« empêcher l'établissement d'une stratégie de groupe et d'une histoire industrielle », dit l'APE, qui ajoute que ce projet « entrainerait l'impossibilité de maintenir un groupe intégré ».

En clair, ce projet signifie la disparition pure et simple d'EDF entreprise publique intégrée.

Au moment où la direction d'EDF veut décliner le projet d'austérité Mimosa, cela conduirait à ce que les états financiers des filiales ne puissent être consolidés comptablement au niveau de la holding. En clair, il n'y aurait plus de groupe EDF au sens comptable du terme non plus. **Tout deviendrait donc cessible à tout instant ! Et cessible à n'importe qui, n'importe comment ! Un scénario à la Alstom serait donc tout à fait possible, on imagine aisément les conséquences pour notre indépendance énergétique.**

Enfin ce schéma décrit par l'APE s'appuierait sur la base de quelques dispositions connues du projet Hercule qui conduisent à :

- Offrir la totalité de la production nucléaire, hydraulique et thermique sur le marché de gros ;
- Continuer à laisser planer l'incertitude sur l'avenir de l'hydraulique, avec la menace persistante d'une mise en concurrence de tout ou partie des concessions ;
- Filialiser et privatiser l'exploitation du réseau de distribution (ENEDIS), EDF Commerce, les énergies renouvelables et les activités de services (EDF Vert) par l'arrivée à hauteur de 30% dans le capital de fonds privés.

L'objectif serait bien de découper une nouvelle fois EDF, généraliser un marché de gros entre producteurs et fournisseurs, y compris au sein d'EDF, dégradant un peu plus l'outil de production pilotable déjà mis à mal par le marché.

Dans ce schéma d'explosion du groupe à 3 entités au moins, nous l'avons déjà dit à l'annonce du projet Hercule (bleu et vert) : que deviendrait la R&D d'EDF ?

Comment pourrions-nous continuer à travailler pour toutes les directions d'EDF : production, distribution, nucléaire ou éolien et photovoltaïque, alors que le document de l'APE précise qu'aucun échange d'information ne sera possible ? Nous avons déjà fait l'expérience à échelle réduite de ce que cela donne, avec RTE pour qui la R&D ne travaille plus. Et aujourd'hui pour travailler pour ENEDIS, les chercheurs doivent signer des engagements personnels de confidentialité, et ne pas parler avec leurs collègues qui travaillent pour d'autres entités, ni valoriser leurs travaux dans les cercles d'experts ! Ce n'est pas cela la Recherche de service public, ce n'est pas de cela que les usagers ont besoin en cette période de changement climatique, alors que notre recherche a des atouts immenses à faire jouer et est plus que jamais nécessaire.

Au moment où l'affaire ENGIE-SUEZ-VEOLIA apparaît comme un scandale d'état avec un jeu de Monopoly purement financier encouragé par le gouvernement, quoiqu'il prétende, les syndicats CGT, CFE-CGC, CFDT, FO, SUD et CFTC d'EDF R&D réaffirment le rejet du projet Hercule ou tout autre projet d'éclatement d'EDF ! JB Levy peut bien dire que le groupe restera intégré, le document de l'APE prouve que la Direction de la Concurrence de l'UE exige le contraire.

Nous refusons tout projet de casse d'EDF.

**Nous exigeons le maintien d'EDF intégrée,
et de notre R&D intégrée de service Public.**

NON au bradage et à la liquidation par découpe d'EDF.

**Si le gouvernement décide d'engager la casse d'EDF,
les organisations syndicales de la R&D et leurs fédérations
combattront ce projet inacceptable.**